LA FRANCE FACE AU DÉCLIN

LA FRANCE POURRAIT-ELLE ÊTRE CONTRAINTE À UNE RÉVOLUTION LIBÉRALE COMME LE ROYAUME-UNI DE LA FIN DES ANNÉES 70 ?

Par **Edouard GERONDEAU**, Analyste du Millénaire

AVANT-PROPOS

A la fin des années 70 le Royaume Uni se trouve contraint de frapper à la porte du FMI (Fonds Monétaire International), cet évènement constituera le marqueur de l'échec de la politique Keynésienne et sociale imposée par les syndicats et les travaillistes, et un tournant radical dans la politique du Royaume Uni qui sera incarné pendant trois mandats successifs par celle qu'on surnommera « la dame de fer », Margareth Thatcher, en raison de son aptitude à ne jamais dévier de sa ligne politique résolument libérale (« The lady is not for turning »).

Le contexte économique et politique du Royaume Uni de l'époque, et qui a engendré cette situation dramatique, puis la remise sur pieds du Royaume Uni dans la stabilité politique permise par le parti Conservateur, doit nous interroger, nous français.

En effet, les similitudes sont de plus en plus nombreuses, à des intervalles de temps différents, avec la crise britannique des années 70, que ce soit dans les symptômes économiques observés, que dans la concomitance du choc pétrolier et des impacts industriels qui ont pu être observés par la suite.

AVANT-PROPOS *2*

DE FORTES SIMILITUDES ENTRE LA France D'AUJOURD'HUI ET LE ROYAUME-UNI DES ANNÉES 70 ..... *4*

RETOUR SUR LA SITUATION DU ROYAUME-UNI AU MILIEU DES ANNÉES 70 4

UN CHOC SUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR SEMBLABLE À CELUI CONNU PAR LE ROYAUME-UNI EN 1974 6

UNE PERCÉE BRUTALE DE L'INFLATION AVEC UN QUESTIONNEMENT SUR LE NIVEAU CIBLE 7

LA DÉPENDANCE CROISSANTE DE L'ÉTAT AU FINANCEMENT DE SES ÉMISSIONS DE DETTE 9

LA CHUTE DE LA PRODUCTIVITÉ PAR TÊTE 12

LE REJET CULTUREL DU LIBÉRALISME EN FRANCE *14*

UN BIAIS MÉDIATIQUE 14

UN BIAIS UNIVERSITAIRE 15

UN BIAIS STATISTIQUE 15

VERS UN VIRAGE LIBÉRAL ? *18*

DE POTENTIELS ÉLÉMENTS DÉCLENCHEURS 18

DES PERSONNALITÉS POLITIQUES POUR INCARNER CE COURANT 19

CONCLUSION 24

DE FORTES SIMILITUDES ENTRE LA FRANCE D'AUJOURD'HUI ET LE ROYAUME-UNI DES ANNÉES 70

RETOUR SUR LA SITUATION DU ROYAUME-UNI AU MILIEU DES ANNÉES 70

A partir du milieu des années 1950, le Royaume-Uni est confronté à des problèmes économiques récurrents et croissants, qui se traduisent par plusieurs symptômes alarmants : un déficit commercial et un déficit de la balance des paiements alarmant, un endettement public croissant, une forte inflation, et une sous-productivité.
Nous reviendrons par la suite sur des éléments chiffrés de comparaison.

Face à cette situation, les gouvernements d'alternance qui se succèdent appliquent un remède keynésien, afin de ménager les syndicats, avec des politiques de tentative de relance, mais qui entrainent des effets de bords : alimentation de l'inflation et instabilité des finances publiques et de la politique fiscale. Le monde de l'entreprise s'inquiète.

Le choc pétrolier de 1973 aggrave la situation, car des pans entiers de l'industrie sont contraints au dépôt de bilan. En effet, l'augmentation du prix du pétrole vient enchérir les coûts de production, augmentant les prix et diminuant les profits. Le pouvoir d'achat diminuant, la consommation et donc la demande diminuent également et advient un choc de demande.

L'inflation est renforcée par le prix du baril de pétrole, et des conflits sociaux se déclarent au premier trimestre 1974, dont la grève des mineurs, qui contraint le gouvernement à provoquer des élections anticipées gagnées par le parti travailliste.
Les taux d'inflation de 19,1 % en 1974 font paniquer les investisseurs, et les taux des obligations s'envolent, renchérissant le financement de la dette

publique. A tel point qu'en 1976, le gouvernement travailliste est contraint de solliciter l'aide du FMI pour une somme qui nous parait aujourd'hui dérisoire, mais substantielle à l'époque de 4 milliards de dollars afin de permettre à l'Etat d'assurer la continuité de ses activités.
Le FMI impose alors des conditions drastiques au pays, avec en particulier une compression des dépenses sociales et de santé, qui sont plafonnées ou réduites. Devenu impopulaire, le gouvernement travailliste est affaibli aussi sur le front social, d'autant que le FMI fixe un plafond de 5 % à l'augmentation des salaires pour lutter contre la forte inflation. Lancées en octobre 1978, des grèves générales vont durer jusqu'en janvier-février : c'est l'Hiver du mécontentement. Elles vont déstabiliser le gouvernement travailliste, contraint à la démission en mars 1979.

C'est dans ce contexte qu'ont lieu les élections législatives où Margaret Thatcher, qui dirige le parti conservateur depuis 1975, fait campagne contre la politique socialiste imposée par des syndicats tout-puissants. Son programme se concentre autour de mesures phares : une réduction des dépenses publiques, une forte hausse des taux d'intérêts de la banque d'Angleterre pour comprimer l'inflation, et une suppression de l'encadrement des salaires et des prix.

Cette politique est notamment inspirée par les économistes libéraux et contemporains : Hayek (pour qui, il fallait réduire le crédit et favoriser l'épargne pour réduire l'écart entre les investissements et leur financement) et Milton Friedman (pour qui les politiques de relance ne peuvent induire uniquement de l'inflation).

Margareth Thatcher remporte les élections en 1979 avec 44% des voix contre 37% pour les travaillistes. Cette élection va ouvrir une période de 3 mandats successifs pour les conservateurs, qui auront le champ libre pour appliquer leur politique de libéralisation et de débureaucratisation.

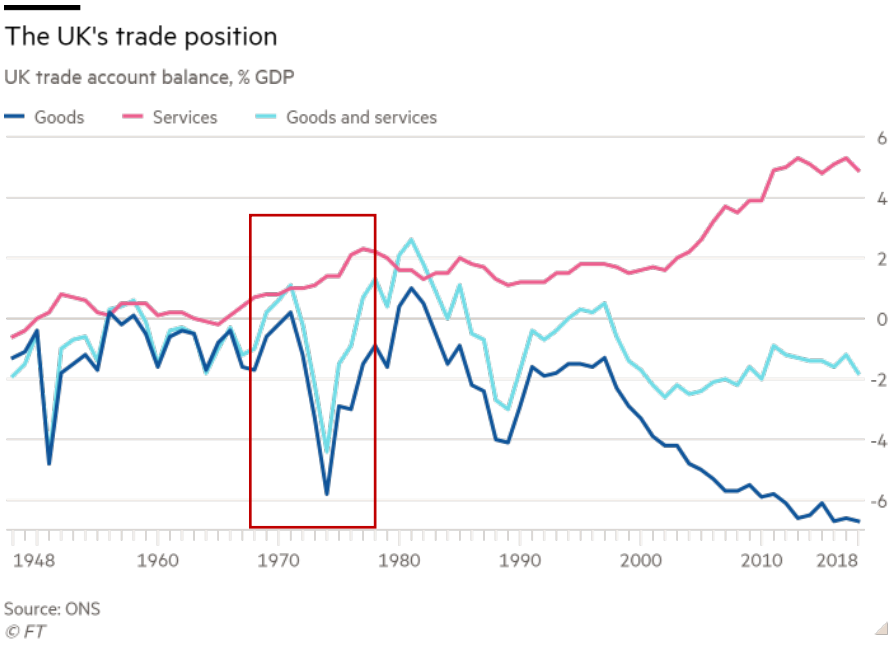
En tant que Français, ce rappel historique nous interpelle, dans la mesure où cette série de facteurs ayant conduit à ce virage imposé, apparait de plus en

plus nettement dans la situation économique française, percutée par des crises de plus en plus rapprochées.

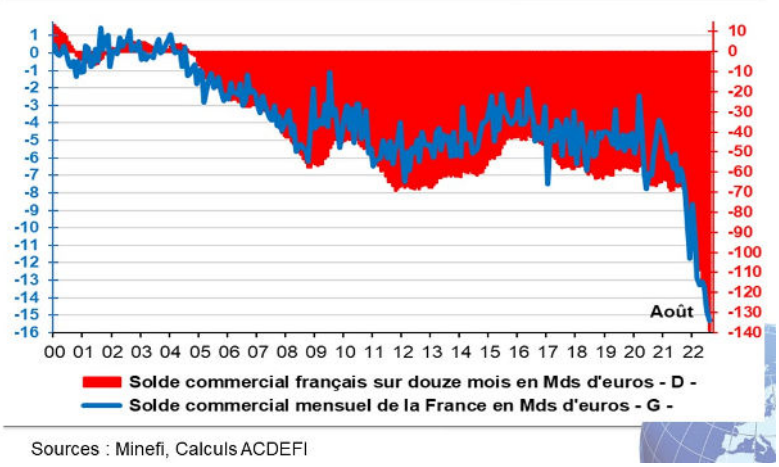
UN CHOC SUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR SEMBLABLE À CELUI CONNU PAR LE ROYAUME-UNI EN 1974

Après le premier choc pétrolier de 1973, le déficit commercial du Royaume Uni atteint -5% du PIB en 1974. C'est une chute extrêmement brutale en partant d'un quasi-équilibre en 1970.

Évolution du déficit commercial du Royaume Uni depuis 1948 : Une chute massive après le premier choc pétrolier



Évolution du déficit commercial français depuis les années 2000 à aujourd'hui : une aggravation alarmante



Avec 139 milliards d'euros de déficit commercial sur 12 mois glissants en octobre 2022, la France atteint un chiffre d'environ -5,3% du PIB.

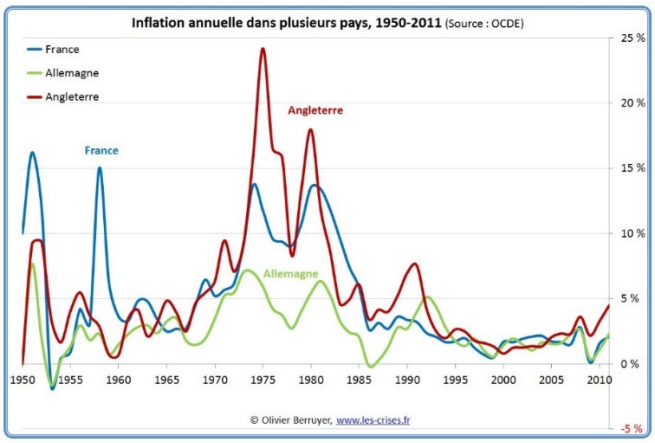
Par ses difficultés à recréer sur le sol français une industrie puissante et florissante, et à faire émerger une agriculture souveraine et écologique, la France voit son déficit de commerce extérieur inexorablement se creuser avec une accélération récente provoquée par la hausse des prix du gaz et du pétrole.

Même si jusqu'ici, la balance des paiements courants a pu être maintenue à l'équilibre grâce à la performance des entreprises dites de service et aux réussites à l'international de nos multinationales, le solde commercial ne cessant de dévisser mois après mois, une balance des paiements déficitaire va probablement être observée dans les mois ou années qui viennent.

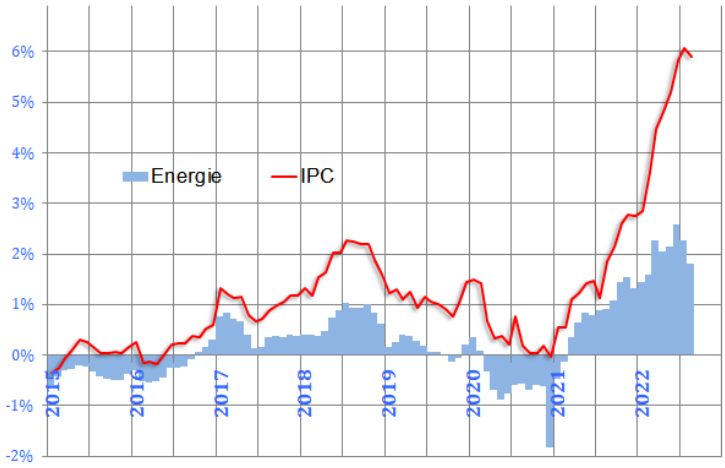
UNE PERCÉE BRUTALE DE L'INFLATION AVEC UN QUESTIONNEMENT SUR LE NIVEAU CIBLE

L'explosion de l'inflation au Royaume Uni lors des 2 chocs pétroliers a conduit à des taux de plus de 20%. Les conséquences sur le niveau de vie de la population sont inéluctables.

Une inflation hors de contrôle pendant 10 ans au Royaume Uni à partir de 1973 avec un niveau supérieur à 10%



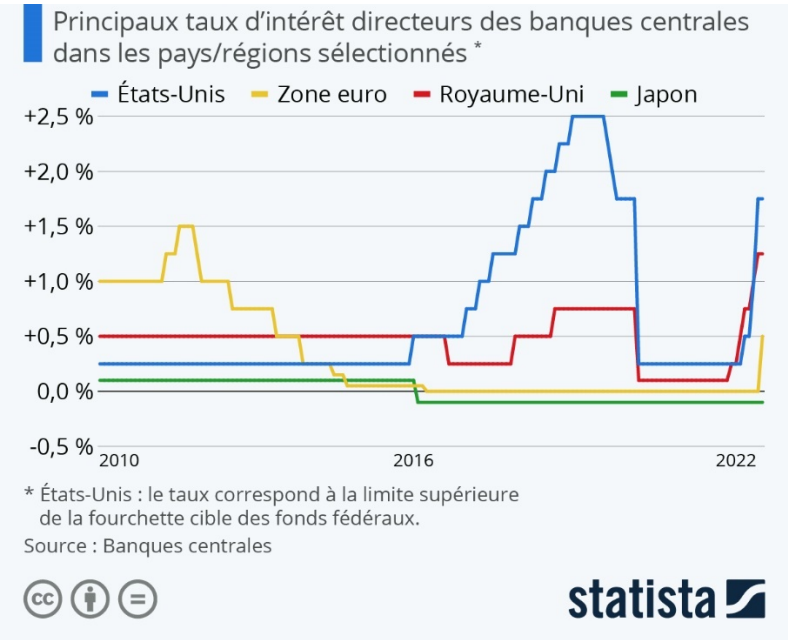
Le réveil de l'inflation en France après 30 années de sommeil (avec une composante énergétique forte)



Source : france-inflation.com

L'inflation s'est déclenchée en France et en Europe depuis la fin de l'année 2021 sous l'effet de plusieurs facteurs combinés : la reprise rapide de l'activité économique post-covid, après une politique de forte création monétaire pour aider les Etats à passer la crise, et le choc énergétique qui fait suite au déclenchement de la guerre en Ukraine par la Russie.

Pour ce qui concerne l'Europe, ces effets ont été renforcés par le retard dans la remontée des taux directeurs par la BCE vis-à-vis de la FED (plus offensive) et qui a été préjudiciable à la valeur de l'euro par rapport au dollar, suscitant ainsi un phénomène d'inflation importée, voir ci-dessous.

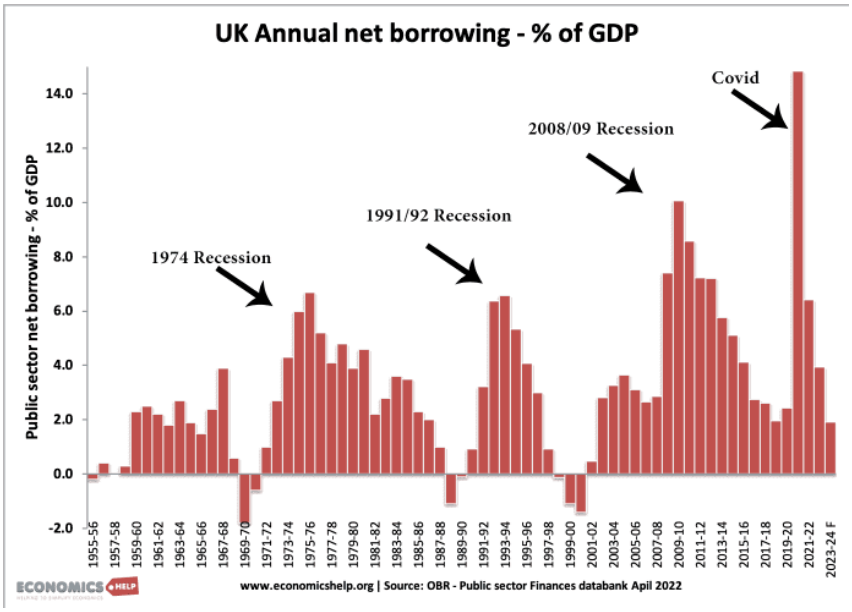


En réaction à cette augmentation de l'inflation, les mouvement sociaux et syndicaux se multiplient, poussés par des salariés de plus en plus inquiets de voir leur pouvoir d'achat s'éroder (grèves TOTAL, EDF). Ces manifestations, se heurtent parfois à des chefs d'entreprise contraints eux-mêmes par l'inflation de leurs fournitures (et notamment énergétiques) à des marges réduites de hausse de salaire.

LA DÉPENDANCE CROISSANTE DE L'ÉTAT AU FINANCEMENT DE SES ÉMISSIONS DE DETTE

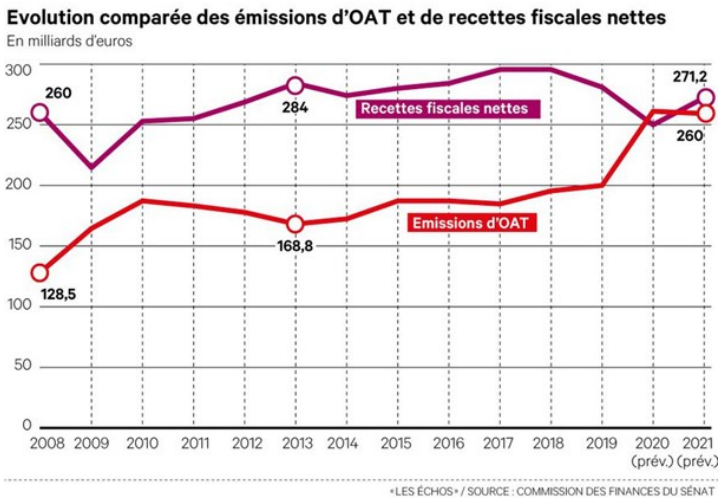
La dépendance au financement sur le marché et la défiance des investisseurs ont joué un rôle important dans la remise en question politique des Britanniques et à l'intervention du FMI.

Une dépendance renforcée aux marchés financiers au Royaume Uni en raison de la récession de 1974



Lors de la récession de 1974, les appels à souscription d'emprunt d'État britannique montent à 6% du PIB.

En France, un doublement des émissions d'OAT depuis 2008



En 2021, les émissions de dette d'État s'approchent des 9% du PIB.

Depuis l'élection de François Mitterrand en 1981, la France a entamé une politique économique plus souvent orientée vers le soutien à la demande (que de l'offre), avec des politiques de relances de la consommation portés par un accroissement de la dette, une moindre importance accordée à la protection de la compétitivité des entreprises, et une montée en puissance continue de la protection sociale (assurance santé, assurance chômage,

niveau des pensions de retraite…). Cette politique, qui a été demandée majoritairement par la population, se traduit aujourd'hui par une pression fiscale la plus élevée de l'OCDE et un déséquilibre structurel du budget de l'État.

Évolution des taux d'emprunt de l'État Français (OAT à 10 ans)

Le taux d'emprunt des obligations de l'Etat français est à la hausse, début 2022, une tendance de long terme de réduction progressive du « coût de l'argent ».

Depuis le réveil du phénomène inflationniste consécutif aux plans de relance et à la reprise de l'activité post covid, la politique monétaire de la Banque Centrale Européenne est donc moins favorable au soutien des Etats Européens en étant également moins interventionniste. Les acteurs de marché privés ont plus d'influence sur le coût des levées de crédits publics et cela se traduit par une remontée rapide de la valeur du risque et donc du coût de l'agent.

Cet élément est d'autant plus important que le budget prévisionnel de l'Etat français pour 2023, prévoit un appel de 270 milliards d'euros de bons du trésor sur les marchés, le montant le plus important jamais appelé.
En conséquence, les politiques budgétaires et l'équilibre des dépenses publiques sont maintenant scrutés beaucoup plus attentivement que ces

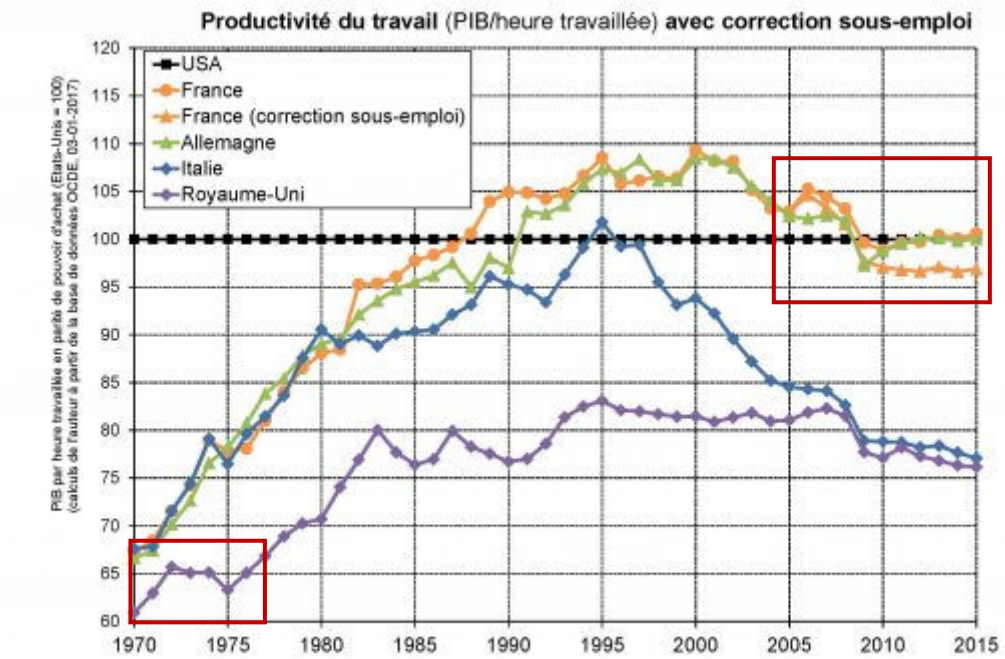
dernières années, avec des risques d'emballement, comme cela avait eu lieu dans d'autres pays de la zone Euro lors de la crise des dettes souveraines des années 2011 / 2012.

C'est à l'époque la Grèce qui avait été la principale victime des marchés financiers, aboutissant à la création d'une Troïka (représentants de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne et du Fonds Monétaire International) imposant une politique d'austérité durable pour assainir les finances du pays, en contrepartie d'une aide financière conjoncturelle.

LA CHUTE DE LA PRODUCTIVITÉ PAR TÊTE

Le graphique ci-dessous montre que la chute de la productivité par heure travaillée connue en France depuis les années 2000 est plus profonde et durable que celle connue par le Royaume Uni lors de la décennie 1970.

Productivité par heure travaillée de 1970 à 2015, avec USA base 100



Alors que la productivité des travailleurs poursuit sa tendance à la hausse de long terme aux États-Unis, celle-ci ralentit dans les pays d'Europe. On peut y voir ici le leadership que les USA ont pris au début des années 2000 avec l'avènement des entreprises technologiques qui ont fait une entrée remarquable dans les capitalisations boursières mondiales, et s'imposant comme des entreprises très rentables, pourvoyeuses d'emplois qualifiés, et de souveraineté pour les États-Unis. Celles-ci manipulent principalement de la donnée, souvent qualifiée « d'or noir du 21ème siècle », virage que l'Union Européenne a en grande partie raté en raison de mauvais choix politiques et technologiques, trop focalisés sur la lutte contre les monopoles.

Finalement, même si la situation de la France n'a pas atteint actuellement la criticité qu'a connu le Royaume Uni lors de la fin de la décennie 1970, et même si elle est protégée par la monnaie commune, les différents indicateurs qui ont contraint le Royaume Uni à un changement de logique économique ont pris récemment une direction similaire en France. L'histoire a montré que la parapluie Européen n'était pas infaillible (cf. l'Italie et la Grèce en 2011/2012). La France est donc aujourd'hui possiblement vulnérable à une étincelle, qui viendrait allumer la poudre de la défiance, en provoquant des difficultés pour l'État à se financer.

Un tel évènement mettrait au grand jour les carences des décisions politiques des 40 dernières années et rendrait possible, l'acceptation par la majorité de la transformation de la doctrine économique du pays.

LE REJET CULTUREL DU LIBÉRALISME EN FRANCE

Ces indicateurs inquiétants sur la soutenabilité du modèle économique français n'émeuvent pas l'opinion publique, qui considère toujours majoritairement que la solution réside dans un interventionnisme d'Etat toujours plus important et pour qui la notion de libéralisme revêt un caractère péjoratif. Plusieurs facteurs expliquent cette inertie dans la prise de conscience populaire.

UN BIAIS MÉDIATIQUE

Plusieurs études ont montré le biais politique au sein des étudiants en école de journalisme (juin 2012, magazine Médias : près de 75% des étudiants soutenant François Hollande face à Nicolas Sarkozy) avec comme corollaire un traitement de l'information économique promouvant plus facilement les thèses keynésiennes et interventionnistes et relativisant plus fréquemment les impératifs de maitrise de la dépense publique et de la compétitivité des entreprises.

De plus la dénonciation des rémunérations des grands patrons ou des profits des entreprises, sont une pratique courante dans une large partie de la presse en quête de sensationnalisme, quitte, bien souvent, aux confusions les plus grotesques. Par exemple entre Chiffre d'affaires et bénéfices, entre rémunération fixe ou variable, entre plus-values latentes et revenus ou même souvent tout simplement entre valorisation du patrimoine et liquidités disponibles, les approximations ainsi que les confusions sont nombreuses au sein du débat public. Tout ceci se résumant à mettre en avant un chiffre (en milliards) relevant du domaine du privé pour le mettre en relation avec un besoin de financement du public et inciter le lecteur à faire la conclusion qui s'impose par lui-même.

UN BIAIS UNIVERSITAIRE

Une enquête approfondie a montré que les trois quarts des universitaires (et la quasi-totalité des sociologues) se réclamaient de la gauche : « Que pensent les penseurs ? » ouvrage écrit par Raul Magni-Berton (politiste) et Abel François (économiste), se base sur une enquête sociologique sur le milieu universitaire. Un protocole basé sur un questionnaire comprenant 71 questions auxquelles ont répondu près de 1500 enseignants-chercheurs issus de quasiment toutes les disciplines et représentatifs de leur population d'origine.

Il en ressort une défiance très forte vis-à-vis de l'économie de marché, un positionnement politique bien plus à gauche que la moyenne, une vision négative de la concurrence (1,5 fois plus que l'ensemble de la population française), et des personnes sondées qui ne croient pas en la responsabilité individuelle en matière de réussite sociale.

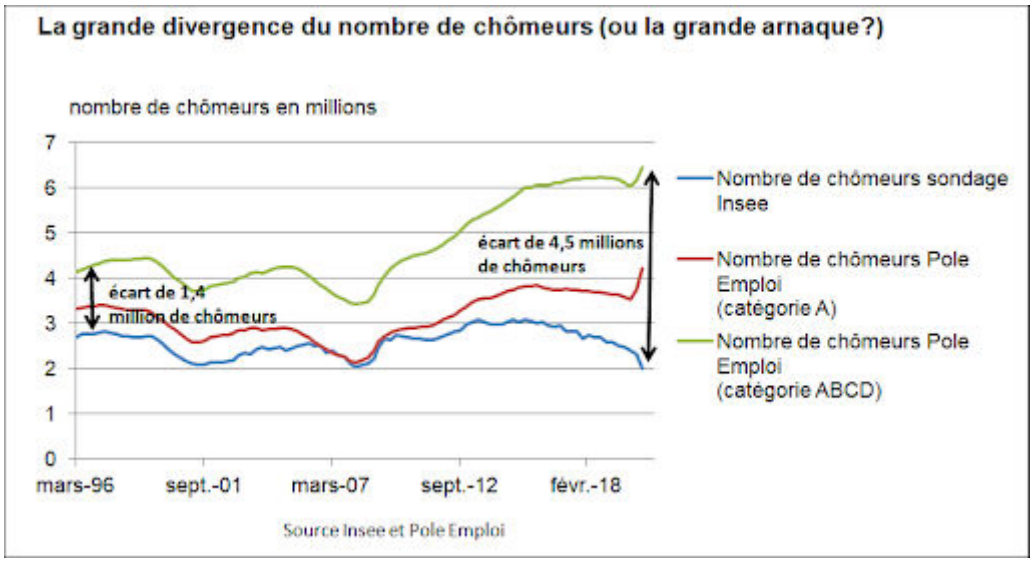
Cette attitude est en lien avec l'appartenance des enseignants-chercheurs à la gauche (deux fois plus que les Français) qui est hégémonique dans des disciplines comme la sociologie (94 %) et très forte également en science économique (80 %).

UN BIAIS STATISTIQUE

Les principaux indicateurs qui permettent de prendre le pouls de l'économie ont l'énorme avantage d'être calculés avec la même définition depuis des dizaines d'années, mais ont néanmoins des approximations majeures et méconnues, et qui donnent lieu à des ajustements discutables.

Concernant le calcul de l'inflation : il comporte plusieurs limites, notamment la part très faible du poids du logement dans son calcul (seulement 6%) ainsi que la marge laissée à l'Insee de substituer des produits entre eux « à utilité constante ».

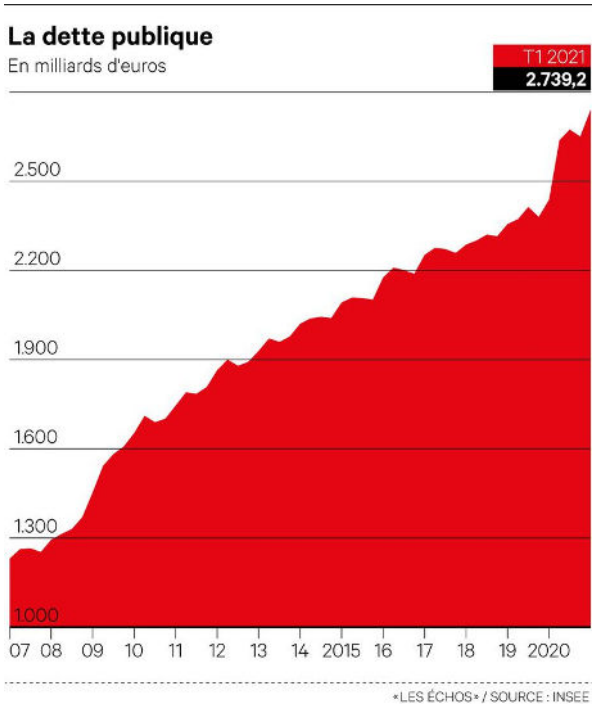
Concernant le calcul du taux de chômage : la communication gouvernementale se limite aux chômeurs de catégorie A (en recherche active d'emploi), en France métropolitaine. Cette focalisation masque ce que l'on appelle le « halo » du chômage, des personnes sans emploi mais qui pour diverses raisons ne sont pas en recherche active d'emploi (activité à temps partiel ou formation par exemple). Or on observe ci-dessous que ce halo du chômage est en croissance depuis10 ans.



Source : [La grande divergence des taux de chômage: la grande arnaque ? - Causeur]

Il faut donc éviter de faire une confiance aveugle à ces indicateurs qui sont perçus (parfois à raison donc) comme étant à contrecourant de la situation réelle vécue par les Français.

Au-delà de ces différents biais dans l'animation du débat public, l'État français a jusqu'à présent été en mesure de masquer le déséquilibre du système économique par un accroissement continu de la dette de l'État. Et en communiquant largement sur le fait que celle-ci était maitrisée et que le « dogme des 3% » (en référence au traité de Maastricht) relevait simplement d'une tracasserie administrative imaginée par des technocrates bruxellois. Ce discours étant souvent repris à gauche pour expliquer qu'en faisant fi de cette règle exogène on pourrait augmenter largement les prestations sociales et les services publics.



La dure réalité est que, depuis plus de 40 ans, l'Etat a démontré son incapacité à profiter des périodes de croissance économique pour résorber sa dette, le dernier excédent datant de 1974.

Ces différents éléments convergents et solidement ancrés, qui biaisent le débat public, tendent à relativiser, à tort, le déclin de la France.
Il faut donc s'attendre à un chamboulement des esprits venu d'ailleurs.

VERS UN VIRAGE LIBÉRAL ?

DE POTENTIELS ÉLÉMENTS DÉCLENCHEURS

Dans les années qui viennent, plusieurs facteurs exogènes pourraient produire ce même effet de désaveu de la politique économique de la France et une remise en cause profonde aux yeux de la population.

Une fronde des pays du Nord de l'Europe, traditionnellement plus rigoureux dans la gestion des finances publiques et plus sensibles au risque d'emballement inflationniste (lié à la non-maitrise des dépenses publiques de certains pays de la zone Euro) pourrait voir le jour.
A la tête de ces frondeurs, on retrouverait le 1er ministre néerlandais Mark Rutte qui déclarait en 2018 au parlement Européen : « La promesse de base de l'euro, c'était que nous pourrions tous jouir d'une plus grande prospérité mais pas d'une redistribution de la prospérité ». « Si les 19 pays de la zone euro mettaient leurs budgets et leurs dettes publiques en ordre, ce serait suffisant en matière de stabilisation. Ça aussi, c'est un accord qui existe, au titre du pacte de stabilité et de croissance » (faisant donc référence aux accords de Maastricht).
En effet, via la monnaie unique, et considérant le précédent de la Grèce, les États membre de la zone Euro sont, de fait, solidaires entre eux.

Des échecs dans les émissions de bons du trésor français, qui n'ont pas été une source d'inquiétude depuis longtemps, dans la mesure ou l'interventionnisme de la BCE se traduisait par une garantie tacite de remboursement de ces bons aux banques privées qui y souscrivaient. La nécessité nouvelle pour la BCE de maitriser la taille de son bilan pour faire baisser l'inflation, remet en question la réalité de cette garantie, et à terme pourrait rendre moins attractifs les nouvelles émissions de bons du trésor, au point de devenir une source de difficulté du financement de l'État.

Des démissions fracassantes parmi des poids lourds politiques issus de la majorité actuelle. Les risques encourus par le pays dans la situation économique actuelle ne sont pas inconnus de certains acteurs au pouvoir actuellement. Dans une stratégie d'émancipation en vue des élections de 2027, des poids lourds du côté droit de l'échiquier politique macronien pourraient envisager une stratégie basée sur un discours de vérité et la promesse d'agir vigoureusement. Il ne faut pas oublier que François Fillon, qui avait qualifié la France de « pays en faillite », alors qu'il était 1er ministre de Nicolas Sarkozy, avait été choisi par les électeurs de l'UMP lors des primaires présidentiels. Son discours tranché avait été entendu et reconnu par une partie de l'électorat.

On peut également se référer à la démission de Gérard Collomb, manifestement fruit d'un désaccord avec le président de la République Emmanuel Macron sur la manière de communiquer la réalité sécuritaire du pays. Celle-ci avait donné lieu à un déballage médiatique teinté d'amertume mais générateur de beaucoup de commentaires médiatiques.

Parfois un évènement insignifiant provoque, par un effet domino, une crise d'une ampleur nationale ou planétaire. A posteriori on se rend compte que le scénario n'aurait pu être écrit en amont par personne.

Un scénario impliquant une grande organisation monétaire internationale semble peu probable : le FMI, la BCE, la banque mondiale, ou même la Commission Européenne sont des organisations convenues, où l'idéologie sociale-démocrate est hégémonique. Pour ces institutions, à l'inverse, c'est vers le modèle français qu'il faudrait convertir plus de pays, occultant par là même la chute du niveau des richesses des Français depuis 40 ans en comparaison des partenaires américains, suisses ou même allemands.

DES PERSONNALITÉS POLITIQUES POUR INCARNER CE COURANT

La question pourrait se poser d'attribuer au président actuel le rôle d'opérer ce virage politique et culturel. Après tout, Emmanuel Macron est qualifié par une grande partie de la presse de président « libéral » (en gardant à l'esprit le biais journalistique exposé précédemment).

Cette étiquette libérale a été irrémédiablement entachée de 2 éléments principaux :

- Tout d'abord, avec le « quoi qu'il en coûte », qui a duré plus de 2 ans (toute la période de la crise du Covid), l'image du président a été associée à une capacité à résoudre les crises par l'interventionnisme économique (indolore pour les français). En prononçant les mots « d'argent magique », il s'est empêché lui-même d'incarner à l'avenir le président rigoureux.

- Deuxièmement, la campagne de sa réélection en 2022, durant laquelle il s'est affiché en président « protecteur », principalement en opposition à des contraintes venues de l'extérieur : la guerre, le fascisme, les coûts de l'énergie, etc… Là encore, il s'interdit de réagir à une contrainte exogène qui viendrait percuter le courant habituel de notre vie économique.

La révolution libérale pour redresser la situation économique du Pays ne pourra pas être incarnée par le président Macron, mais nécessitera l'avènement d'une nouvelle incarnation.

A l'heure actuelle, la principale personnalité qui occupe l'espace politique du camp libéral en France est David Lisnard, maire de cannes, membre des Républicains, président de l'Association des maires de France et fondateur du parti « Nouvelle Energie » qui a placé en premier point de son manifeste la valeur de la liberté.
« Il est urgent de sortir du social-étatisme dépensier » - Le figaro sept. 2022

« La demande de libertés locales n'a jamais été aussi forte. L'État ne pourra pas retisser seul le lien de confiance qui a été abîmé durablement » - 103 ème congrès de l'AMF
« Quarante ans d'échecs, de conformisme, de social-démocratie et d'étatisme », « la bombe à retardement que constitue la dette », - Le Figaro avril 2022
« Permettre le capitalisme populaire avec la possibilité d'actions gratuites distribuées aux salariés, instaurer les retraites par capitalisation en plus d'un plancher de répartition, remplacer le principe de précaution par celui de responsabilité » - twitter janvier 2022
David Lisnard se forge progressivement une expérience politique, une expérience des responsabilités et une aura médiatique qui pourra revêtir une valeur prépondérante en cas de crise.

D'autres engagements politiques complémentaires forment un socle utile de soutiens à un changement de paradigme :

Virginie Calmels, cheffe d'entreprise et ancienne vice-présidente des Républicains, candidate malheureuse de l'élection du président du parti de 2022 suite à de fausses accusations de cotisation non à jour (blanchie par la justice).
« Seul un projet politique alliant libéralisme et souverainisme permettra de retrouver une action publique efficace », « si l'État tend à s'occuper de tout, à s'immiscer de manière inefficace, saturant l'espace public par sa présence constante, le souverainisme tombera dans les affres de l'étatisme » - Le Figaro juin 2022
« Je constate l'impuissance de nombreux dirigeants politiques à s'affranchir du recours à l'impôt, et à améliorer l'efficacité de la dépense publique, et Emmanuel Macron ne fait pas exception. » - Challenges février 2019
Son engagement politique a connu des périodes de plus ou moins grandes implications avec des projets dans le secteur privé en parallèle qui donnent justement une consistance aux convictions qu'elle porte.

Denis Payre, fondateur des sociétés Business Objects, Kiala et Nature & People First, et de l'association Croissance Plus. En 2013, il fonde le parti politique « Nous Citoyens ». En 2021, il adhère aux Républicains.
« L'État détruit le pays », «le 'riche' et le 'monde de la finance' servaient une fois de plus de boucs émissaires faciles aux difficultés de la France et la pression fiscale imposée par François Hollande atteignait des sommets inédits », « Emmanuel Macron qui ne connaît que le modèle du tout-État a complètement renoncé à réduire les effectifs de la fonction publique », « il faudrait alléger les prélèvements de 140 milliards d'euros » - Contrepoints sept. 2021
« Je propose une baisse du nombre de postes de fonctionnaires de 620.000 grâce à 1,2 millions suppression de postes de fonctionnaires naturelles sur 5 ans », « Je recommande un beaucoup plus grand recours au secteur privé avec des marges contrôlées pour de nombreuses missions opérationnelles non régaliennes » - Entreprendre nov. 2021
Régulièrement invité dans les médias spécialisés en économie, Denis Payre est rompu à l'exercice de la communication politique.

Charles Consigny, écrivain, chroniqueur de presse et de télévision et avocat français. Il a été porte-parole de Valérie Pécresse lors de la campagne présidentielle de 2022.
« Je veux tenir un langage libéral un peu trumpien », « Il y a un espace pour proposer aux Français une vraie rupture sur le temps de travail, sur l'efficacité des services publics » - JDD juillet 2022
« Pour moi la puissance publique doit être strictement réduite à ce qu'elle est la seule capable d'assumer. Et ce qu'il est souhaitable qu'elle soit la seule à assumer : la police, l'armée, la santé, la diplomatie, l'instruction publique », « l'État va trop loin dans les prélèvements fiscaux. Et pour les Français, il devient pénible de constater qu'ils sont de moins en moins libres de vivre du fruit de leur travail », « le seul modèle qui sort les gens de la pauvreté, qui permet l'innovation technologique et donc le progrès humain, c'est le modèle capitaliste libéral » - Le Figaro oct. 2018

Charles Consigny est un acteur très présent dans les médias pour porter la bataille culturelle auprès d'un auditoire populaire et qui a la capacité de s'adresser aux jeunes.

Avec des profils divers, il existe en France des personnalités de la vie publique qui ambitionnent d'incarner et de promouvoir le courant de pensée libéral et qui, unis, pourraient endosser des responsabilités importantes en cas de crise.

CONCLUSION

Le virage libéral qu'a opéré le Royaume Uni à la suite des 2 chocs pétroliers des années 70 est apparu de manière aussi surprenante qu'une révolution politique équivalente en France nous parait actuellement inattendue.
Et pourtant des traits de comparaison entre nos 2 pays, à des périodes différentes, font jour avec de plus en plus d'insistance et doivent conduire à nous interroger, car des éléments déclencheurs exogènes pourraient provoquer une profonde remise en cause à l'occasion d'une crise monétaire, ou financière ou des dettes souveraines.
Plusieurs personnages publics l'ont bien compris, et se sont déjà positionnés activement pour incarner cette révolution culturelle qui pourrait s'avérer incontournable ou contrainte.

Par **Édouard Gérondeau**, Analyste du Millénaire,

Le Millénaire est un groupe de réflexion spécialisé sur les questions de politiques publiques et travaillant à la refondation de la droite. Il est composé d'une trentaine de contributeurs de divers horizons — cadres du privé, du public, chercheurs, chefs d'entreprises — et chacun expert dans son domaine.

Président : William THAY

Secrétaire générale : Marion PARISET

Secrétaire général adjoint à la stratégie : Emeric GUISSET
Secrétaire général adjoint aux Études : Matthieu HOCQUE

Directeur des Études : Clément PERRIN

Communication : communication@lemillenaire.org
Presse : presse@lemillenaire.org

Et pour suivre toutes les actualités du Millénaire :
http://lemillenaire.org

Mentions légales *: L'ensemble de ce rapport relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. Tous les droits de la reproduction sont réservés à l'association « Le Millénaire », la reproduction de tout ou partie de ce rapport sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse du Président de l'association.*